Lycéens : une crise de l'autorité

Myriam Revault d'Allonnes

Il est surprenant que parmi les multiples réactions au récent mouvement lycéen, aucune n'ait abordé la question de l'autorité sinon sous l'angle de son nécessaire « retour » et de sa « restauration » par les moyens de l'ordre public. Reposer la question de l'autorité permet de mieux comprendre les aspirations de la jeunesse.

On ne reviendra pas sur les lectures qui ont réduit ce mouvement à l'inanité, soit en le réduisant à des épisodes de désordre incontrôlé, de chaos et de violences urbaines, soit en lui accordant du bout des lèvres une certaine « légitimité » tout en récusant ses modes d'expression. Aussi les lycéens ont-ils été invités après leurs éruptions violentes ou leurs défoulements festifs (Halloween a été une heureuse coïncidence…) à regagner le cours de leur vie ordinaire. Ils sont là pour apprendre et non pour manifester.

Comment imaginer en effet que des adolescents de 14 ou 16 ans aient pu sortir dans la rue pour une autre raison que celle de vouloir sécher des cours ou rompre avec la routine scolaire ? À moins que, du fait de leur naïveté et de leur enthousiasme juvénile, ils n'aient été manipulés par des forces politiques qui attisent, instrumentalisent et dévoient leur mal-être adolescent. Face à cette masse influençable, sujette à la contagion émotionnelle et facilement captée par des meneurs, il n'y a qu'une réponse : le retour à l'autorité et à l'ordre républicain.

Infantilisation et brutalisation

En un sens, tout cela s'inscrit dans la récurrence d'un certain nombre de motifs liés à la jeunesse : mal-être existentiel, tendance à la révolte, aux débordements, à l'agitation voire à l'émeute. Mais cette posture infantilisante s'est paradoxalement accompagnée d'une brutalisation des comportements des forces de l'ordre et d'une notable « fermeté » du pouvoir. On a relevé par exemple que la retenue et la « modération » dont ce dernier avait fait preuve face aux colères agricoles ainsi que ses discours compréhensifs face à la « souffrance » des agriculteurs étaient sans commune mesure avec les mots et les moyens utilisés face aux lycéens. En l'occurrence, la requalification des blocages et autres feux de poubelles en « violences émeutières » a notamment contribué à faire disparaître les lycéens comme *acteurs* pour rechercher qui parlait à leur place[1].

Nous qui les tenons pour acteurs, reconnaissons la légitimité de leurs revendications, saluons leur inventivité et voyons dans leur mouvement l'expression d'une mobilisation inédite et d'un apprentissage de la démocratie. Nous ne savons pas s'il se poursuivra dans ses formes actuelles. Non seulement parce que l'usure et le pourrissement finiront peut-être par en avoir momentanément raison (tel est bien le calcul du gouvernement) mais parce qu'on ne perd pas sans dégâts une année scolaire surtout lorsque le couperet de Parcoursup hante les esprits. Et pourtant ce mouvement ne sera pas éphémère, il s'inscrira dans la durée. Pourquoi ? De quelle manière sera assurée sa pérennité ?

Qu'est-ce que l'autorité ?

C'est ici que se noue la question de l'autorité et de l'autorisation. Car le problème n'est pas celui de la fin du désordre et du retour à l'ordre public démocratique mais celui de notre responsabilité collective, sociale, politique à l'égard de cette jeunesse qui, comme le disait Hannah Arendt, entre dans un monde « *toujours déjà-là* » au sein duquel nous devons l'introduire et l'accueillir.

Éliminons tout d'abord un contresens massif dans l'usage du terme « autorité ». Il ne désigne pas le pouvoir de contraindre car il exclut précisément la coercition ou le recours à la force. Si l'on doit y avoir recours, c'est que l'autorité a échoué et s'est muée en autoritarisme. Elle n'est pas ce qui fait obéir les gens puisqu'elle n'appelle pas l'obéissance mais la reconnaissance. C'est pourquoi les appels à restaurer ou rétablir l'autorité dans son état initial (lequel ?) manquent leur cible et relèvent d'une confusion magistrale.

Si l'on doit avoir recours à la force, c'est que l'autorité a échoué et s'est muée en autoritarisme.

Mais l'autorité ne procède pas non plus de la persuasion par arguments, c'est-à-dire d'une discussion entre égaux qui conduit à gagner l'assentiment de celui avec lequel on débat. La persuasion par arguments présuppose fondamentalement une relation d'égalité entre les deux termes. Or l'autorité ne repose ni sur le pouvoir de celui qui commande ni sur une raison commune, une relation entre égaux. Ce qui est très problématique, très difficile à saisir dans la relation d'autorité, c'est qu'il s'agit d'une relation *dissymétrique* mais non hiérarchique : non pas entre quelqu'un qui commande et quelqu'un qui obéit mais entre deux positions dont chacun reconnaît la justesse et la légitimité, et où les deux termes ont en quelque sorte « d'avance » leurs places fixées. Le fondement ultime de l'autorité ne repose donc pas sur un acte de soumission et d'abdication de la raison, mais sur un acte d'acceptation et de reconnaissance.

En dépit de certaines analogies, la mobilisation lycéenne diffère de Mai 68. Elle n'est pas une contestation globale, sur fond d'aspirations révolutionnaires, de la société, de ses valeurs et notamment de l'autoritarisme qui y prévalait. Le contexte historique n'est pas le même.

Mais le mouvement actuel n'exprime pas davantage une protestation contre l'impossibilité d'accéder et surtout de s'adapter à l'ordre établi.

Demander des professeurs en nombre suffisant, obtenir des conditions matérielles décentes pour apprendre et accéder au savoir, se donner les moyens de choisir son avenir en n'étant pas livré à l'opacité des procédures de sélection, etc. ne sont pas les signes d'une volonté d'entrer dans le monde tel qu'il est et de s'y conformer mais de vivre dans un monde habitable.

Nouvelles générations, ancien monde

Hannah Arendt a consacré un magnifique texte à la façon dont les adultes se doivent d'accueillir les générations nouvelles qui naissent et grandissent dans un monde toujours préexistant et qui leur survivra. Car c'est le « *propre de la condition humaine que chaque génération nouvelle grandisse à l'intérieur d'un monde déjà ancien*[2] ». Le monde dans lequel les enfants sont introduits est toujours un monde ancien, déjà là, construit par les vivants et les morts : il n'est « nouveau » que pour ceux qui y font leur entrée. Loin d'être un truisme, cette remarque nous conduit à nous interroger sur la façon dont nous, adultes, devons partager notre monde commun avec la jeunesse, ces nouveaux venus qui sont aussi des tard venus. Comment exercer notre « autorité » ? Comment les « autoriser » à commencer quelque chose de nouveau ?

La posture infantilisante – évoquée plus haut – présuppose la supériorité absolue de l'adulte face aux nouveaux venus comme si le monde lui-même n'était pas en perpétuel changement du fait même du renouvellement des générations. L'appel au rétablissement de l'autorité n'est alors que le ressassement d'une prééminence qui refuse à la jeunesse toute légitimité à son action (on ne peut que parler à sa place ou la manipuler) et donc toute possibilité d'innover. Tous les moyens sont bons, y compris la dérision, pour signifier l'inconsistance de ses revendications : quelle tristesse que de voir cette génération manifester pour l'état des sanitaires !

À l'inverse, remarque Arendt, le *pathos* de la nouveauté (celui de la table rase) qui fait abstraction de la précédence du monde dans lequel naissent les hommes est tout autant un déni et une illusion car il feint d'ignorer les repères temporels de la condition humaine. L'enfant n'est nouveau que par rapport à un monde qui existait avant lui, continuera après sa mort et dans

lequel il s'insère. La génération nouvelle qui vient au monde ne peut innover que *dans* ou à *partir de* ou *contre* ce monde.

Ni le *pathos* de l'ancien (le retour à) ni celui du nouveau ne placent donc les générations adultes devant leur responsabilité qui consiste à permettre au nouveau d'advenir. Cette responsabilité est implicite du fait que « *les jeunes sont introduits par les adultes dans un monde en plein changement* », un monde qui est toujours « hors de ses gonds ». Elle ne peut s'accommoder ni d'une position politiquement conservatrice qui ne lutte que pour préserver le *statu quo* ni du mirage de la nouveauté absolue. Car le monde serait voué à la ruine et à la destruction « *sans l'intervention d'êtres humains décidés à modifier le cours des choses et à créer du neuf* ».

Comment « autoriser » la jeunesse à commencer quelque chose de nouveau ?

C'est donc notre responsabilité vis-à-vis de la jeunesse, avec qui nous partageons le monde que nous habitons, que de penser l'autorité non pas comme un pouvoir d'imposition mais comme ce qui rend possible les bouleversements et les innovations à venir. Donner au monde les conditions de sa durabilité, faire en sorte qu'il échappe à l'usure, à la ruine et à la destruction, c'est ne pas rejeter les enfants hors de notre monde, ni les abandonner à eux-mêmes. C'est leur donner « *la chance d'entreprendre quelque chose de neuf, quelque chose que nous n'avions pas prévu, mais les préparer d'avance à la tâche de renouveler un monde commun* ».

À cet égard, les mouvements lycéens font preuve d'une étonnante clairvoyance. Ils s'ancrent eux-mêmes dans une histoire qui leur préexiste et qu'ils assument pour la revitaliser et la renouveler. Ils brandissent des drapeaux tricolores, chantent la Marseillaise, invoquent sur leurs pancartes 1789 et l'esprit des Lumières. Ils mobilisent la nation citoyenne et son héritage contre la ruine du monde commun qu'annonce la nation ethnique préconisée par l'extrême droite. Ils s'autorisent des ressources d'un passé

émancipateur pour modifier le cours d'une histoire qui n'est pas encore écrite. Mais c'est à nous qu'il revient aussi de les « autoriser » à entreprendre quelque chose de nouveau, c'est-à-dire d'imprévu. C'est à nous qu'il incombe de leur donner la capacité de commencer à leur tour.

1. Voir sur ce sujet la tribune d'Olivier Fillieule, *Le Monde*, 2 octobre 2026 [https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/10/02/mobilisation-dans-les-lycees-avec-des-mineurs-le-risque-de-produire-une-blessure-grave-devrait-compter-au-premier-rang-des-decisions-de-maintien-de-l-ordre_6787172_3232.html].

2. Hannah Arendt, « La crise de l'éducation », dans *La crise de la culture*, traduit de l'anglais sous la direction de Patrick Lévy, Gallimard, coll. « Folio Esxfsais », 1992 [1972]